

AMBASSADE DE LA REPUBLIQUE

RWANDAISE

KINSHASA.

B.P. 967

ENTREE LE .....26.04.1994.....  
INSCRIT SOUS LE N° .....1746.....  
AU SERVICE .....P.....

N° 138/03.11.07/A.1h

L'Ambassade de la République Rwandaise présente ses compliments au Doyen du Corps Diplomatique, ainsi qu'aux Chefs des Missions Diplomatiques et Consulaires et aux Représentants des Organisations Internationales accréditées en République du Zaïre, et a l'honneur de leur exprimer ses vifs et sincères remerciements pour les gestes de sympathie et de compassion qu'ils ont bien voulu poser par solidarité avec le peuple rwandais de nouveau plongé dans guerre absurde.

*Accusations*

Cette funeste guerre a été *aux Belges*  
les commanditaires de l'ignominieux attentat q  
1994, coûta la vie au Président HABYARIMANA Ju  
Homologue burundais (Son Excellence le Président  
NTARYAMIRA) en compagnie de deux Ministres burundais, de  
plusieurs hauts responsables rwandais et de trois ressortis-  
sants français membres de l'équipage de l'avion présidentiel  
abattu par des militaires belges au-dessus de l'aéroport de KIGALI.

Au-delà de la campagne médiatique orches-  
trée - (de manière outrancièrement biaisée et partielle par des  
journalistes habilement manipulés) - autour des massacres qui  
ont transformé KIGALI (notamment) en enfer et mis le Rwanda  
en état de choc suite à la consternation née de l'attentat  
fomenté par les ennemis de la paix agissant en complicité  
avec des militaires belges pourtant en mission de paix au  
Rwanda dans le cadre de la MINUAR, il y a lieu de retenir  
ce qui suit :

.../...

La tragédie et la spirale de violences indescriptibles dont le Rwanda est le théâtre a pour trame la guerre que des boute-feux agissant sous la bannière ensan-glantée du FPR (Front prétendu "patriotique" rwandais) soutenu activement et ouvertement par leur parrain et ancien compagnon de maquis, le Président ougandais Yoweri Kaguta MUSEVENTI, ont imposé au Rwanda pour tenter de reconquérir par la force le pouvoir au "pays des mille collines" et soumettre le peuple rwandais à la loi d'airain d'un régime minoritaire bâti sur le droit (alléatoire) de la force anti-nomique de la logique démocratique qui sous-tend la force du droit.

Dans ce contexte, l'équation rwandaise vient de prendre les dimensions et l'ampleur d'une tragédie à grande échelle qui se complique avec en filigrane la longue (et coupable) main de certains milieux belges manœuvrant, jusqu'à commettre l'irréparable le 6 avril 1994 avec le sinistre attentat conçu et exécuté pour offrir le pouvoir au FPR sur un plateau maculé de sang, leur inclination en faveur des boute-feux parrainés par le Président MUSEVENTI aux côtés de qui les terroristes formés la plupart à l'école du maquis en Ouganda dans les rangs de la NRA ont eu la violence et la haine pour seule religion.

Des faisceaux d'indices poussent les observateurs attentifs à penser que l'attentat perpétré par des "casques bleus" belges qui ont abattu à coups de missiles l'avion présidentiel rwandais avait été monté et préparé de longue date, pour le compte du FPR dont les stratèges escomptaient en tirer des dividendes politiques en profitant de l'état de choc ainsi créé pour s'emparer du pouvoir à KIGALI. Exemples : les principaux ténors du FPR installés à KIGALI fin décembre 1993 dans le cadre de la mise en oeuvre des accords de paix d'ARUSHI avaient regagné le maquis quelques jours avant ledit attentat; le FPR a rallumé la guerre dans

Le Nord du Rwanda et plongé la capitale dans un déluge de feu et de sang, dès que le forfait a été consommé par ses complices belges, selon un plan manifestement préétabli visant à mettre le Rwanda en coupe réglée en profitant de la confusion et de la consternation suscitées par l'assassinat inqualifiable du regretté Président HABYARIMANA.

Cet assassinat a effectivement mis le Rwanda en état de choc. Les éléments du FPR (un bataillon cantonné dans l'enceinte du Parlement en vertu de certaines dispositions des accords de paix relatives à la sécurité des responsables du FPR devant participer à la gestion de la transition en vertu desdits accords) ont déclenché les hostilités en attaquant le camp abritant la Garde Présidentielle.

La réaction des militaires rwandais a été immédiate et d'une efficacité surprenante pour le FPR qui comptait s'emparer du pouvoir à KIGALI sans coup férir, grâce aux infiltrations clandestines de certains de ses combattants facilitées depuis des mois par les "casques bleus" belges censés pourtant effectuer sous la bannière de l'ONU une mission de paix au Rwanda et grâce à l'appui que la NRA du Président ougandais MUSEVENI assure depuis octobre 1990 aux nostalgiques d'un passé révolu qui rêvent de reconquête.

Parallèlement à la réaction vigoureuse des militaires rwandais ripostant fermement et avec succès aux attaques du FPR, KIGALI a été mis à feu et à sang dans un climat de violences porté au paroxysme.

La population civile, toutes sensibilités et tendances politiques confondues, a payé un lourd tribut dans les affrontements entre complices et adversaires du FPR - les premiers appuyés par les éléments infiltrés de ce mouvement de guérilleros extrémistes venus de l'Uganda pour tenter de prendre le pouvoir par la force au "pays des mille collines".

Dans ce climat de massacres et d'insécurité généralisée, des responsables politiques ont également trouvé la mort. Parmi eux, le Premier Ministre du gouvernement de transition constitué en juillet 1993, Madame Agathe UWILINGIYIMANA.

Orphelin du Président HABYARIMANA - (qui, reconnaissent les observateurs avisés, laisse en héritage l'image d'un Chef d'Etat populaire à qui les Rwandais savent gré d'avoir constamment oeuvré en faveur de la paix et de la réconciliation nationale, n'en déplaise aux élucubrations de ses détracteurs et des médias manipulés et/ou intoxiqués par les extrémistes du FPR) -, le Rwanda devait, escomptait le FPR, tomber comme un fruit mûr pour être régenté par les gubailleurs soutenus par l'Uganda et par certains milieux (interlopes) belges.

C'est dans ces pénibles circonstances que le Haut commandement de l'Armée et de la Gendarmerie rwandaises a constitué un Comité de crise. Ce dernier a immédiatement engagé des actions destinées en priorité à pacifier le pays.

A cet effet, deux décisions importantes ont été prises :

- D'une part, le Comité de crise a demandé aux cinq partis politiques qui formaient le gouvernement de transition dirigé par feu Madame Agathe UWILINGIYIMANA de se réunir en vue d'analyser la situation politique prévalant dans le pays et de chercher les solutions appropriées aux graves problèmes politiques auxquels le Rwanda se trouvait confronté.
- D'autre part, le Comité de crise a demandé, par le canal de la MINUAR, la signature d'un cessez-le-feu à Kigali, suite à la sortie des membres du bataillon du Front Patriotique Rwandais qui était logé dans une partie de l'immeuble du CND

.../...

(Conseil National de Développement, parlement rwandais), et aux multiples attaques menées par ces derniers contre le camp militaire de la Garde Présidentielle situé non loin de là et contre d'autres cibles situées dans divers quartiers de KIGALI.

Cette proposition de signature d'un cessez-le-feu fut rejetée par le FPR qui avait ouvert les hostilités dans la ville de Kigali ainsi que sur trois axes dans le Nord du pays. Les combats se sont poursuivis dans certains quartiers de la capitale.

Parallèlement à ce refus, le FPR a donc ouvert les hostilités sur le front nord, en attaquant les positions de l'Armée Rwandaise dans le MUTARA, à Byumba et à Ruhengeri. Les combats se poursuivent jusqu'à ce jour.

Répondant à la demande du Comité de Crise, les responsables des cinq partis politiques qui formaient jusqu'à ces dramatiques événements le Gouvernement de transition se sont réunis et ont décidé de mettre en place un nouveau Gouvernement de Transition.

C'est ainsi que, le Samedi 09 avril 1994, le Gouvernement de transition ayant à sa tête Monsieur Jean KAMBANDA a prêté serment devant le nouveau Chef de l'Etat. En application de la Constitution de la République Rwandaise du 10 juin 1991 légalisant le multipartisme au Rwanda, Son Excellence le Docteur Théodore SINDIGIRWA, Président du Conseil National de Développement (Parlement), a pris provisoirement les fonctions de Président de la République et a pu ainsi mettre en place le nouveau Gouvernement, comblant le vide institutionnel créé suite au décès de l'ancien Président de la République et de l'ancien Premier Ministre.

La Constitution de la République Rwandaise dispose, en son article 42, qu'en cas de décès notamment, "le Président de la République est remplacé par le Président de l'Assemblée Nationale, jusqu'à l'élection du nouveau Président de la République..."

..!...

Le nouveau Gouvernement de transition s'est fixé trois objectifs majeurs :

- Assurer la gestion effective des affaires de l'Etat en mettant un accent particulier sur le rétablissement rapide de l'ordre et de la sécurité des personnes et des biens;
- Poursuivre les discussions avec le Front Patriotique Rwandais pour la mise en place des Institutions de la Transition à base élargie, dans un délai ne dépassant pas six semaines;
- S'attaquer énergiquement au problème de pénurie alimentaire en cherchant les voies et moyens de secourir les populations sinistrées de certaines préfectures et les déplacés de guerre.

Aussitôt après la prestation de serment, les membres du Gouvernement se sont réunis en Conseil des Ministres pour évaluer l'état de la situation politique, spécialement en matière de sécurité. Le Conseil des Ministres a ainsi pris une série de mesures destinées à ramener la sécurité de la population et des biens sur toute l'étendue du territoire.

En marge du Conseil des Ministres, le Ministre des Affaires Etrangères a entrepris une série d'entretiens avec le corps diplomatique accrédité à Kigali en vue de l'informer sur l'état de la situation politique au Rwanda, les objectifs poursuivis par le nouveau Gouvernement de transition et solliciter de leur part un appui destiné à lui permettre la réalisation de ces mêmes objectifs, principalement la mise en place des institutions de transition à base élargie au FPR, dans une perspective à court terme.

La mise en place de ce Gouvernement a fait renaître de l'espoir chez les Rwandais et mis le FPR en furie, car la gestion politique du pays par des responsables conscients de l'ampleur des enjeux de l'heure contrarie ses calculs et sinistres desseins d'écraser le Rwanda sous sa botte.

../...

Les observateurs qui préfèrent la réalité des faits aux vaines spéculations font état d'une reprise en main progressive de la situation par le nouveau Gouvernement et par les autorités locales.

L'objectif immédiat est d'arrêter les massacres de populations civiles, d'assurer la reprise de pourparlers avec le FPR pour débloquer la mise en place des Institutions de la transition à base élargie et de favoriser la reprise des activités socio-économiques dans le pays.

Le Gouvernement rwandais qui s'est assigné les objectifs relevés ci-dessus compte les concrétiser grâce au patriotisme des Rwandais - qui n'a rien à voir avec le vocable "patriotique" galvaudé et souillé dans des torrents de sang par le Front prétendu "patriotique" rwandais (FPR) - et grâce à l'appui déterminant des véritables amis du Rwanda que les sirènes de la propagande délétère du FPR et de ses séides mobilisés tous azimuts ne rendent pas sourds aux réalités de ce pays ainsi qu'aux attentes et espoirs de son peuple, toutes ethnies confondues.

Avec ses remerciements pour toute l'attention que la presse rendra de leur part, l'Ambassade de la République Rwandaise saisit cette occasion pour renouveler au Doyen du Corps Diplomatique, aux Chefs des Missions Diplomatiques et Consulaires ainsi qu'aux Représentants des Organisations Internationales accréditées en République du Zaïre les assurances de sa haute considération.

KINSHASA, le 20 avril 1994.

- DOYEN DU CORPS DIPLOMATIQUE
  - CHEFS DES MISSIONS DIPLOMATIQUES  
ET CONSULAIRES
  - REPRESENTANTS DES ORGANISATIONS  
INTERNATIONALES
- K I N S H A S A.

